

ÎLE-DE-FRANCE PROJET RÉGIONAL DE SANTÉ

■ **BILAN 2025**

■ **PRIORITÉS 2026**



UN REGARD SUR L'ANNÉE 2025 confirme notre conviction : les solutions les plus efficaces sont celles qui se construisent dans les territoires, avec les acteurs qui les font vivre au quotidien. Professionnels de santé, établissements, élus, collectivités, associations, représentants des usagers, services de l'État : chacun a sa place et son rôle dans cette dynamique, et ce deuxième bilan annuel de la mise en oeuvre du Projet Régional de Santé 2023-2028 l'illustre pleinement !

Face à des défis qui mobilisent nos concitoyens — accès aux soins, santé mentale, vieillissement, attractivité des métiers des professionnels de santé ou encore la réduction des inégalités sociales et territoriales de santé — notre priorité reste la même : poursuivre et intensifier la territorialisation des politiques de santé, notamment grâce à la possibilité, pour les délégations départementales de l'ARS, de financer directement des projets via des enveloppes de « politiques territoriales ». Ce bilan montre que cette démarche commence à s'incarner dans des actions et des projets très concrets auxquels les conseils territoriaux de santé et tous les acteurs ont été étroitement associés.

Je suis plus que jamais convaincu qu'associer les usagers, écouter les citoyens, dialoguer avec les élus et les acteurs de terrain, c'est se donner les moyens de bâtir des politiques publiques plus pertinentes, plus efficaces et plus légitimes. À titre d'exemple, les élections municipales de 2025 et l'arrivée de nouveaux élus nous ont permis de renforcer nos liens avec ces acteurs incontournables, notamment via un document décrivant les politiques de santé pour un élu municipal, maire ou adjoint chargé de la santé ou de l'autonomie, rédigé à leur attention avec l'Association des maires d'Île-de-France afin de fluidifier le dialogue et renforcer notre capacité à travailler ensemble.

À noter encore, la mobilisation très rapide de l'ARS Île-de-France, au côté des préfets, des conseils départementaux et des caisses primaires d'assurance maladie pour lancer le dispositif France Santé qui vise à répondre aux difficultés d'accès aux soins de proximité. Ce pilotage territorial collectif a permis le déploiement d'une quinzaine de structures dans chaque département francilien dès la fin 2025. Ou encore notre partenariat efficace pour l'accueil de 450 docteurs juniors, qui rejoindront les cabinets de ville à la rentrée 2026.

La lecture de ce bilan régional, complété par des focus territoriaux, en témoigne : les avancées sont réelles, même si beaucoup reste à accomplir. Ensemble, continuons à faire vivre un Projet régional de santé ambitieux, ancré dans les territoires et porté par une démocratie en santé vivante, pour répondre toujours mieux aux attentes des Franciliennes et des Franciliens.

DENIS ROBIN

Directeur général de l'ARS Île-de-France

AXE 1

Prévention et pouvoir d'agir

p.6 Construire une culture de la prévention
et développer le pouvoir d'agir des citoyens

AXE 2

Parcours et coordination

p.7 Une meilleure coordination entre
les professionnels pour améliorer les parcours

AXE 3

Offre de soins et médico-sociale

p.8 Adapter l'offre sanitaire et médico-sociale
aux besoins de la population

AXE 4

Ressources humaines en santé

p.9 Former, recruter et fidéliser les professionnels
de la santé en Île-de-France

AXE 5

Veille et sécurité sanitaire

p.10 Gérer, anticiper et prévenir les risques

AXE 6

Fédérer les acteurs

p.11 Fédérer les acteurs autour d'objectifs de santé
dans toutes les politiques publiques

FOCUS

Priorités d'intervention thématiques

p.12 La santé mentale

p.13 La périnatalité

MON DÉPARTEMENT

p.15 Paris

p.16 Seine-et-Marne

p.17 Yvelines

p.18 Essonne

p.19 Hauts-de-Seine

p.20 Seine-Saint-Denis

p.21 Val-de-Marne

p.22 Val-d'Oise

BAROMÈTRE 2025

« Les Franciliennes et Franciliens et leur santé »

p.23

Construire une culture de la prévention et développer le pouvoir d'agir des citoyens

ACTIONS EMBLÉMATIQUES 2025

Mobilisation pour la santé des jeunes

- Renforcement des programmes de prévention pour les jeunes en situation de handicap (santé orale, santé sexuelle)
- Généralisation de l'expérimentation du parcours coordonné renforcé dédié aux enfants protégés (4 départements prioritaires : Seine-Saint-Denis, Paris, Hauts-de-Seine, Val-d'Oise)

Des actions pour renforcer la vaccination

- Troisième campagne de vaccination HPV en collèges et introduction de la vaccination contre les méningocoques A, C, W et Y. Le nombre d'établissements scolaires embarqués a progressé (94 % des établissements publics franciliens et 42 % des établissements privés), mais le taux d'adhésion a reculé en 2025 par rapport à la première année de la campagne de vaccination au collège (19 000 élèves de 5^e ont été vaccinés dans leur collège contre le HPV, soit 11,1 % des élèves concernés contre 16 % l'année précédente) en partie du fait de la possibilité de vaccination en ville
- Campagne de communication renforcée, en lien avec l'Assurance Maladie, pour la vaccination contre la grippe et Covid dans les établissements médico-sociaux, notamment pour les personnes âgées

1^{ère} Journée dédiée à la prévention et promotion de la santé en Île-de-France en partenariat avec la Conférence Régionale de la Santé et de l'Autonomie (CRSA), Promotion Santé, l'assurance maladie, l'Association des Maires d'Île-de-France (AMIF) et la Société Française de Santé Publique

2^e édition du Forum « Territoires et Santé » 2025 centré sur les contrats locaux de santé (CLS) et les conseils locaux de santé mentale (CLSM)

Renforcement des conseils territoriaux de santé (CTS) avec un soutien financier de l'ARS pour accompagner l'ingénierie de projets locaux

PRIORITÉS 2026

- **Renforcer la promotion de la vaccination (notamment grippe, HPV, méningocoque et bronchiolite) dans le cadre de la feuille de route « Prévention » signée avec l'assurance maladie et en mobilisant davantage les acteurs des territoires**
- **Relancer le plan VIH Zéro en s'appuyant sur la territorialisation des Comités de coordination régionale de la santé sexuelle**
- **Finaliser le déploiement du programme d'actions 2025 pour la mise en œuvre du parcours coordonné renforcé pour l'enfance protégée dans chaque département**
- **Contribuer, en lien avec les partenaires, à promouvoir le déploiement du partenariat en santé**

INDICATEURS CLÉS

+ 11 % de tests VIH réalisés en ville et à l'hôpital en 2024 par rapport à 2023 (+ 32 % par rapport à 2021)

46 640 bénéficiaires (de la maternelle au lycée) d'un programme de compétences psycho-sociales pour l'année 2024/2025 (contre 21 500 en 2023/2024)

38 % de participation au dépistage organisé pour le cancer du sein en 2025 (+ 6,4 points par rapport à 2024)

SUR LE TERRAIN

94



Organisation de la 2^e journée départementale « Promotion de la santé et dynamiques territoriales » sur la participation citoyenne, en partenariat avec « Ressources Urbaines » et de nombreux acteurs du territoire

Une meilleure coordination entre les professionnels pour améliorer les parcours

ACTIONS EMBLÉMATIQUES 2025

Importante mobilisation pour le développement de la prise en charge des soins palliatifs

- Couverture complète du territoire francilien en équipes mobiles externes de soins palliatifs : 6M€ supplémentaires délégués entre 2023 et 2025 pour le déploiement de 12 nouvelles équipes
- 7 postes gestionnaires de parcours avec compétences spécifiques en soins palliatifs financés dans les Dispositifs d'Appui à la Coordination (DAC), soit 540 K€
- 676 lits identifiés de soins palliatifs (LISP) évalués dans 161 services et 83 établissements de santé

Structuration du parcours des patients atteints de maladies neuro-dégénératives (MND) et de maladies neurologiques

- Création de 39 nouveaux Pôles d'activités et de Soins Adaptés (PASA) pour malades d'Alzheimer en EHPAD dont 22 PASA de soirée et de nuit
- 52 places supplémentaires d'équipes spécialisées Alzheimer (ESA) créées en 2025
- Autorisation de 5 nouveaux sites de neuro-radiologie interventionnelle (NRI) de mention A (4 en grande couronne et 1 à Aulnay) et ouverture effective en 2025 de 2 d'entre eux

Accompagnement du parcours des personnes en situation de handicap

- Déploiement d'un centre dédié de consultations de soins somatiques dans chaque département francilien
- Extension de la démarche Handigynéco à d'autres types de handicap
- Déploiement de 3 HandiBloc : Institut médico-chirurgical Montsouris (75), Centre Hospitalier Sud Francilien (77), Louis Mourier (92)
- Structuration d'un parcours de santé orale avec la labellisation HandiDent de 3 centres de santé dentaire (Meaux – site pilote 2024, Bobigny et square de la mutualité)

Dynamisme confirmé de l'Île-de-France dans le dispositif de l'article 51 et généralisation des expérimentations

- « Urgences dentaires » et l'ouverture du SAS aux chirurgiens-dentistes dans plusieurs départements » ; « Cellule d'expertise et de coordination de l'insuffisance cardiaque sévère »

PRIORITÉS 2026

- Lancer un appel à manifestation d'intérêt (AMI) pour identifier une maison d'accompagnement en soins palliatifs
- Généraliser les IDE de nuit en EHPAD
- Créer 2 nouvelles plateformes de répit pour les personnes âgées et pérenniser le financement ; Soutenir l'ouverture de la maison de répit de Boulogne-Billancourt

INDICATEURS CLÉS

79,9 % des femmes enceintes ont effectué les 3 échographies de suivi aux dates recommandées en 2025, soit + 2 points depuis 2023

23 446 personnes accompagnées par les Dispositifs d'Appui à la Coordination en 2025 (2604 personnes de moins qu'en 2023)

6 % des patients de plus de 75 ans hospitalisés en 2025 le sont sans passer par un service d'accueil des urgences (5,9 % en 2024 et 5,6 % en 2023)

SUR LE TERRAIN

95



Signature d'un protocole entre le Service départemental d'incendie et de secours (SDIS) et les Dispositifs d'appui à la coordination (DAC) pour orienter les personnes identifiées en perte d'autonomie au domicile par le SDIS (appels nombreux pour relevage, découverte de situation très difficile au domicile lors d'intervention)...

Adapter l'offre sanitaire et médico-sociale aux besoins de la population

ACTIONS EMBLÉMATIQUES 2025

- **Montée en puissance des Services d'Accès aux Soins (SAS)**, avec 1800 professionnels inscrits ; 70 000 orientations prévues ; extension des SAS « Psy » (5 SAS « Psy » opérationnels fin 2025 : Paris, Seine-Saint-Denis, Val-de-Marne, Yvelines et Essonne. Un sixième le sera en 2026 dans les Hauts-de-Seine) ; labellisation de 7 Traumacenters de niveau 2 (en complément des 6 centres de niveau 1)
- **Renforcement du virage domiciliaire** avec 255 nouvelles places Services de soins infirmiers à domicile (SSIAD), 14 Centres de ressources territoriaux (CRT) déployés, lancement du Plan "Bien vieillir" en Île-de-France (110 M€ mobilisés sur 2025-2030)
- **Poursuite de la montée en charge du Plan Inclus'IF 2030** avec 600 solutions créées en 2025 dont 114 dispositifs école inclusive, 29 Pôles d'appui à la scolarité (PAS), 7 plateformes de répit
- **71 % des projets du « Plan Ségur » contractualisés** (78 % en montant) : 80 projets d'investissements hospitaliers, 18 projets contractualisés en 2025 (+22,45 points / 2024), 1 350 M€ d'aides contractualisées dont + 635 M€ en 2025 (+ 35,7 points / 2024), 68 EHPAD soutenus pour 98 M€ et 22 projets handicap pour 28 M€
- **Transformation numérique** : 98 % des établissements de santé équipés en messageries sécurisées, 11 896 dossiers eParcours créés, 3,7 M téléconsultations et 70 000 télé-expertises en 6 mois
- **Réorganisation des plateaux médico-techniques** : + 27 % d'équipements d'imagerie, soit 872 au total
- **Progression du don issu de donneur vivant** et accompagnement par l'ARS de 3 nouvelles équipes de prélèvement

PRIORITÉS 2026

- Finaliser la contractualisation des 23 projets Ségur restants
- Finaliser le lancement du plan « Bien vieillir » et poursuivre le plan Inclus'IF 2030
- Renforcer la gradation des soins et anticiper les innovations : chirurgie complexe, gynéco-obstétrique, thérapies géniques
- Accélérer la transformation numérique : rationalisation des solutions, interopérabilité, 100 % ROR peuplé
- Sécuriser la régulation des soins non programmés : renforcer les ressources humaines (assistants de régulation médicale, régulateurs), finaliser SMUR-Connect et l'automatisation du ROR
- Réduire le taux d'opposition au don d'organes avec une communication ciblée et le financement des dispositifs biomédicaux et organisationnels

INDICATEURS CLÉS

4,9 % des patients atteints d'affections de longue durée n'ont pas de médecin traitant déclaré en 2025 (5,1% en 2024)

11,2 % des passages aux urgences concernent des patients de plus de 75 ans en 2025 (2024 : 10,3)

204 prélèvements (patients décédés en situation de mort encéphalique) en 2025 contre 202 en 2024, 209 en 2023

En 2024/2025 :

- Plus de 1300 solutions créées pour 49,3 M€ sur le champ Conseil départemental/ARS

- Plus de 2300 solutions créées pour 89,9 M€ sur le champ de compétence ARS

Après l'ouverture rapide de solutions en 2024, l'objectif est désormais de faire appel à de nouveaux opérateurs (mises en concurrence) pour ouvrir de nouvelles places qui vont nécessiter du bâti et un temps plus long de mise en œuvre

SUR LE TERRAIN

77

Accès à l'expertise dermatologique du Centre Hospitalier universitaire Henri Mondor, formation des médecins généralistes du département au DU de Dermatologie courante et Médecine Générale pour pallier la carence de dermatologues en Seine-et-Marne

Former, recruter et fidéliser les professionnels de la santé en Île-de-France

ACTIONS EMBLÉMATIQUES 2025

Amélioration de la répartition territoriale de l'offre de stages

- Hausse de 10% du nombre d'internes et docteurs juniors dans les départements de grande couronne et en Seine-Saint-Denis
- Deux « preuves de concept » lancées pour la coordination territoriale de stages Instituts de formation aide-soignant (IFAS) et Instituts de formation en soins infirmiers (IFSI)

Renforcement des moyens d'innovation pédagogique visant l'attractivité des formations et la dynamisation des carrières pour préparer l'avenir

(Appel à projets « Simulation », Réussite en IFSI, 100 % inclusion) et soutien au déploiement des nouveaux métiers (Infirmier en pratique avancée (IPA) et enseignant chercheur dans les filières paramédicales)

Des dispositifs d'accompagnement concentrés sur les territoires les plus en tension

- 10 postes partagés de praticiens contractuels ville/établissement de plus dans les zones ZIP et ZIP +, grâce à l'introduction d'une condition territoriale dans l'appel à candidatures
- Des contrats d'allocations d'études ciblés sur les territoires, les établissements et les filières les plus en tension : 384 contrats financés en 2025 pour les établissements sanitaires

Accompagnement renforcé des politiques qualité de vie et des conditions de travail (QVCT) et d'attractivité des employeurs

- 53 projets favorisant la santé mentale des soignants accompagnés, à hauteur de 1.9 M€
- Des grands partenariats formalisés pour structurer les actions des années à venir : ARACT, CRAMIF, OPCO Santé
- 5 établissements médico-sociaux accompagnés à la mise en place de projets d'attractivité avec l'aide de l'appui terrain collectif de l'ANAP

PRIORITÉS 2026

- Renforcer la qualité de vie et des conditions de travail (QVCT) par des actions spécifiques sur la santé des soignants
- Déployer les formations à destination des managers du sanitaire et médico-social
- Accélérer le déploiement de la stratégie d'universitarisation des territoires et d'universitarisation des formations

INDICATEURS CLÉS

Financement de postes partagés en 2025 : 151 assistants spécialistes partagés ville-établissement et 36 médecins partagés ville-établissement

Densité de 2 279 professionnels de santé pour 100 000 habitants en 2025 (2 254 en 2024)

36% des installations pour les spécialités de 1^{er} recours sont en zones d'intervention prioritaires en 2025 (taux stable)

1 058 soignants ont bénéficié d'un logement co-financé par l'ARS, en progression depuis 2022

SUR LE TERRAIN

75



Rencontres parisiennes de l'offre de soins et ressources humaines en santé en collaboration avec les partenaires de l'installation des professionnels de santé (Ville de Paris, Communautés professionnelles territoriales de santé, CPAM)

Gérer, anticiper et prévenir les risques

ACTIONS EMBLÉMATIQUES 2025

- Déploiement d'un dispositif permettant aux établissements et services médico-sociaux de télé-déclarer les événements indésirables graves (3000/an)
- Participation, en tant que région pilote et avec les départements de Paris et du Val d'Oise, aux travaux nationaux sur le dispositif de déclaration des mesures de lutte contre la situations de maltraitance
- Mobilisation importante sur les arboviroses (yc West Nile)
- Renforcement des dispositifs de réponse aux inondations et de la coopération civilo-militaire dans le dispositif de planification en lien avec le Service de Santé des Armées et en mobilisant l'AP-HP
- Structuration d'une feuille de route transition écologique : consolidation du réseau régional de conseillers en efficacité énergétique et écologique ; déploiement des Economes de Flux en Santé au niveau des GHT non pourvus de conseillers. 9 personnes ont été recrutées en 2025 sur les 10 prévues
- Poursuite de l'intégration des enjeux de la transition écologique dans les projets d'investissements hospitaliers « Ségur » : Soutien à l'investissement (programme d'efficacité énergétique des établissements hospitaliers) ; Accompagnement méthodologique avec le lancement d'un appel à projets pour encourager les établissements à s'engager dans des contrats de performance énergétique (CPE).

PRIORITÉS 2026

- Poursuivre la mise en œuvre de la feuille de route transition écologique et décarbonation du système de santé
- Engager une planification ORSAN dans le domaine ambulatoire (CPTS, maisons de santé pluriprofessionnelles, centres de santé)
- Poursuivre renforcer la stratégie de sécurisation des établissements de Santé
- Mise en place de la cellule régionale de lutte contre la maltraitance des adultes vulnérables en lien avec les Conseil départementaux et les services de l'Etat (DRIETS, DDETS, DRIHL) pour un meilleur traitement des réclamations et signalements et une réponse plus efficace pour les usagers

INDICATEURS CLÉS

47,8 % des établissements sanitaires et établissements et services médico-sociaux ont un bilan « gaz à effet de serre » à jour en 2025, soit près de + 4 points par rapport à 2024

SUR LE TERRAIN

78



Animation de 7 actions de prévention pour la lutte antivectorielle (LAV) ; Contrôle de 42 établissements de santé à risque de légionelles

Fédérer les acteurs autour d'objectifs de santé dans toutes les politiques publiques

ACTIONS EMBLÉMATIQUES 2025

Dynamique de partenariats : des jalons structurants posés en 2025

Contrats locaux de santé (CLS)

- Poursuite du renforcement de la dynamique des CLS : 88 CLS signés et 93 démarches en intégrant les démarches en cours, avec des décisions de financement désormais déléguées au niveau des territoires
- Lancement de la première formation « Pacte CLS » portée par l'EHESP et Promotion santé Île-de-France à destination des coordinateurs de CLS

Santé par le logement

- Mise en place d'un plan de travail conjoint ARS/Direction régionale et interdépartementale de l'hébergement et du logement (DRIHL) sur les dispositifs d'accompagnement des locataires et la santé mentale ; signature d'une nouvelle convention de partenariat avec l'Union sociale pour l'habitat d'Île-de-France (AORIF)

Politique de la Ville

- Elaboration et signature de la feuille de route ARS-PRIF n°2 pour la santé dans les quartiers prioritaires de la ville (QPV)
- Mise en place d'un volet santé important dans l'ensemble des contrats de ville « engagements quartiers 2030 » signés par les EPCI et les préfets

PRIORITÉS 2026

- Mettre en place des actions d'accompagnement à destination des néo-élus 2026 et la montée en compétence des collectivités (exemple : Actes 77 Promotion Santé)
- Promouvoir et diffuser largement les fiches « santé » à destination des élus élaborées conjointement avec l'Association des maires d'Île-de-France (AMIF)
- Poursuivre les travaux d'articulation des CLS/Conseils locaux de santé mentale avec les coordinateurs des maisons de santé pluriprofessionnelles (MSP)/Communauté Professionnelle Territoriale de Santé (CPTS)
- Elaborer un état des lieux des équipes mobiles intervenant dans le logement afin de construire une stratégie régionale
- Finaliser le renouvellement du protocole ARS/Agence nationale de la rénovation urbaine (ANRU)

INDICATEURS CLÉS

En 2025, 32% des communes franciliennes comptant un quartier prioritaire de la ville (QPV) disposent d'un Conseil local de santé mentale (+ 2 points par rapport à 2024)

SUR LE TERRAIN

91



Lancement de l'Académie de la lutte contre l'habitat indigne (LHI) : actions d'accompagnement des collectivités, des professionnels se rendant au domicile et de professionnels de santé pour accroître le nombre de signalements et améliorer le traitement des situations

LA SANTÉ MENTALE

ACTIONS EMBLÉMATIQUES 2025

Amélioration de la réponse aux besoins des enfants, adolescents et jeunes en santé mentale et psychiatrie

- Renforcement des compétences psychosociales par le financement de plus de 50 projets et l'accompagnement de 27 cités éducatives, pour un total de plus de 3 M€, et couvrant l'ensemble des 8 départements
- Renforcement des Maisons des adolescents à hauteur de 2 M€, ciblant les 9 plus petites structures parmi les 13 existantes
- Renforcement de l'offre en pédopsychiatrie et psychiatrie périnatale : par le déploiement de dispositifs ciblant spécifiquement les enfants protégés dans 7 départements (hors Val d'Oise), pour plus de 2 M€ ; et par l'ouverture d'unités ou dispositifs dédiés, en particulier pour les adolescents et les situations de crise et d'urgences, ainsi qu'en psychiatrie périnatale, pour un montant total de 5 M€ en 2025

Amélioration de la réponse aux urgences psychiatriques et à la crise

- Déploiement de la filière psychiatrique du Service d'accès aux soins (SAS) dans 2 nouveaux départements (Essonne et Hauts-de-Seine) – 6 départements sont désormais couverts (hors Seine-et-Marne et Val d'Oise), dont 4 opérationnels (Paris, Seine-Saint-Denis, Val de Marne et Essonne)

Accès plus précoce et systématique à la psychoéducation pour les familles et proches des personnes concernées par un trouble psychiatrique

- Lancement du centre régional de formation au programme BREF : plus de 500 personnes formées en un an, via des sessions organisées à Paris et directement dans les principaux hôpitaux psychiatriques de la région (11 sessions organisées sur place, en petite et grande couronne)

Amplification de la dynamique de réduction des inégalités territoriales et de l'investissement en psychiatrie

- 30 M€ de crédits pérennes nouveaux réservés en très grande majorité aux territoires sous-dotés (Seine-et-Marne, Val-d'Oise, Seine-Saint-Denis, Yvelines Nord, Hauts-de-Seine Nord), sur la base de critères sociodémographiques mesurés à l'échelle communale (nombre d'habitants, en particulier de mineurs ; taux de pauvreté ; part des familles monoparentales)
- 25 opérations d'investissement d'envergure contractualisées, représentant près d'1 Md€ d'investissement Ségur et plus de 300 M€ d'aides, pour l'extension, la modernisation et la rénovation des lieux de prises en charge – dont 2/3 au bénéfice de la Seine-Saint-Denis et de la grande couronne

PRIORITÉS 2026

- **Faire de la question de la protection des droits et de la réduction du recours à la contrainte en psychiatrie une priorité collective** : par la mise en place d'une communauté d'acteurs (usagers, professionnels, institutionnels) et par un soutien spécifique, avec plus de 2M€ en 2025 alloués aux équipes et structures engagées dans cette voie
- **Renouveler les Projets territoriaux de santé mentale et assurer une dynamique intersectorielle / interministérielle** pour agir sur les déterminants sociaux et environnementaux de la santé mentale dans chaque département au cours des 5 prochaines années
- **Poursuivre le renfort des Maisons des Adolescents de la région** pour amplifier les possibilités d'accueil

INDICATEURS CLÉS

Taux d'hospitalisation de plus de 9 mois (temps plein et soins libres) dans un établissement de psychiatrie : 2,80% en 2025.

Les passages pour un motif psychiatrique représentent 2,8 % des passages aux urgences en 2025 (stable)

SUR LE TERRAIN

92

Lancement du projet « Santé mentale des jeunes protégés des Hauts-de-Seine », en lien avec le Conseil départemental et les 3 établissements de santé infanto-juvéniles du territoire, afin de renforcer la collaboration entre les services de l'aide sociale à l'enfance et ceux de la psychiatrie infanto-juvénile sur le territoire alto-séquanais

LA PÉRINATALITÉ

ACTIONS EMBLÉMATIQUES 2025

- 14 maternités avec des dispositifs de sorties accompagnées
- 9 unités d'accompagnement personnalisé (UAP) fonctionnelles au sein de maternités, 3 nouvelles UAP opérationnelles en 2026 et 2 nouveaux projets en construction
- 9 postes de médiation pourvus et 12 nouvelles créations de postes prévues
- Pose de la première pierre d'une deuxième maison de naissance en Île-de-France (Montreuil)
- Suite à un appel à projets de 2025, sélection d'un projet de 25 Lits Halte Soins Santé en périnatalité, implanté dans le 18^e arrondissement de Paris (ouverture en 2027)
- Renouvellement des autorisations de gynécologie obstétrique
- Production de guides et outils : cahiers des charges pour guider le déploiement des dispositifs (UAP, médiation et sorties accompagnées) ; rapport d'évaluation sur l'impact de la médiation en santé en établissement de santé ; livret de recommandations pour bien intégrer la médiation en santé dans les structures de soins ; guide pédagogique sur la littératie en santé en périnatalité
- 8 conventions « prévention protection de l'enfance » signées avec les Conseils départementaux franciliens

PRIORITÉS 2026

- Renforcer les actions visant à réduire la mortalité néonatale précoce en lien étroit avec tous les partenaires
- Étendre les dispositifs de coordination des parcours (sorties accompagnées de maternité, UAP et médiation en santé – objectif fin 2026 : 20 maternités avec des sorties accompagnées, 12 UAP fonctionnelles et 20 postes de médiation avec un objectif de 14 UAP financées d'ici fin 2027) et communiquer davantage sur ces dispositifs dans une logique de parcours
- Expérimenter la formation simulation « urgences en salle de naissance » en équipe et par territoire de coopération pour les établissements les plus en difficultés. Objectif : former 150 professionnels en équipe
- Elaborer une cartographie de la gradation des soins maternels pour faciliter les orientations (santégraphie)
- Faire évoluer et communiquer auprès des partenaires sur Open DATA Périnat
- Organiser une journée régionale sur la périnatalité conjointement avec la Conférence régionale de la santé et de l'autonomie (CRSA) et tous les partenaires

INDICATEURS CLÉS

Taux de mortalité infantile de 4,3 pour 1000 enfants nés vivants sur la période 2022-2024 (opendata périnatalité)

5 départements franciliens engagés dans le programme de réduction de la mortalité périnatale et infantile (RéMI) en 2025 (+ 2 départements par rapport à 2024)

SUR LE TERRAIN

93



Intégration d'un axe spécifique « périnatalité » dans les 30 contrats locaux de santé (sur 39 villes) en lien avec le Dispositifs spécifiques régionaux en périnatalité

PARIS

p.15

SEINE-ET-MARNE

p.16

YVELINES

p.17

ESSONNE

p.18

HAUTS-DE-SEINE

p.19

SEINE-SAINT-DENIS

p.20

VAL-DE-MARNE

p.21

VAL-D'OISE

p.22

ACTIONS EMBLEMATIQUES 2025

Prévention – Promotion de la santé

- Addictions : développement de premiers accueils pour les usagers de crack

Offre de soins et médico-sociale et qualité des prises en charge

- Développement de 8 Centres de ressources territoriaux
- Ouverture de 3 dispositifs inclusifs au sein des écoles **POLTER**

Labélisation de 2 Équipes Mobiles de Soins Palliatifs

- 350 K€ mobilisés pour soutenir la médiation en santé dans les hôpitaux et centres d'hébergement
- Actions d'inspections et suspension de 2 centres de santé dentaire, 8 transporteurs sanitaires et 6 professionnels de santé

Ressources humaines en santé

- Rencontres parisiennes de l'offre de soins en collaboration avec les partenaires de l'installation (Ville de Paris, Communautés professionnelles territoriales de santé, CPAM) en juin 2025

Santé mentale

- Expérimentation de garde d'interne de psychiatrie aux urgences de Lariboisière **POLTER**
- 9 000 jeunes bénéficiaires des programmes de compétences psycho sociales

Périnatalité

- Création de 2 postes de médiation en santé en PMI co-financés avec la Ville de Paris

Baignades en Seine en héritage des JOP Paris 2024

- Contrôle sanitaire pour l'ouverture de 3 sites en 2025

Fédérer les acteurs

- Lutte contre l'habitat insalubre : signature le 7 mai 2025 du plan parisien de lutte contre l'habitat indigne 2025-2027, avec la Préfecture de Région, la Préfecture de Police, la Ville de Paris, la Direction régionale et interdépartementale de l'hébergement et du logement, la Caisse d'allocations familiales, l'Agence départementale pour l'information sur le logement et la Fondation pour le logement
- Lutte contre la précarité : lancement d'une équipe mobile Diogène dans le secteur Accueil Hébergement – Insertion

PRIORITÉS 2026

- Prévenir le saturnisme infantile : étude sur les aires de jeux et promotion du dépistage auprès des familles et professionnels **POLTER**
- Améliorer la prise en charge des soins palliatifs : 2 nouvelles Equipes Mobiles labélisées et signature du contrat de filière en soins palliatifs
- Organiser des formations « Premiers Secours Santé Mentale » dans 3 cités éducatives
- Informer et renforcer la lutte contre les violences faites aux soignants **POLTER**
- Lancer un parcours coordonné renforcé « Enfance protégée »
- Renforcer les concertations locales avec les élus et riverains sur les structures de réduction des risques accueillant des usagers de crack
- Lancer 2 appels à projets afin de permettre la création de : 2 EHPAD à Paris ; 4 projets de développement de plateformes dans le champ du handicap adulte et enfant



ACTIONS EMBLEMATQUES 2025

Prévention – Promotion de la santé

- Accompagnement par les maisons sport santé (MSS) de Meaux et Fontainebleau de 5 collectivités, 2 établissements médico-sociaux et 2 communautés professionnelles territoriales de santé (CPTS)
- 7 élus ambassadeurs pour la promotion de la santé en zones urbaines et rurales
- Structuration d'un réseau opérationnel d'échange et de partage professionnel au sein des 12 Contrats Locaux de Santé

Offre de soins et médico-sociale

- Création du centre de santé de Moissy-Cramayel (24 centres de santé au total)
- Renforcement de la téléexpertise villehôpital au niveau départemental ; Accès à l'expertise dermatologique du Centre Hospitalier universitaire Henri Mondor pour pallier la carence de dermatologues **POLTER**
- Appui téléphonique médical départemental de soins palliatifs
- Expérimentation pour renforcer le partenariat entre le SAMU 77 et les dispositifs d'appui à la coordination Nord et Sud (DACAMU 77)
- Financement d'un coordonnateur de parcours précarité **POLTER**
- Organisation d'un séminaire de promotion de la pratique avancée avec les communautés professionnelles territoriales de santé (CPTS)
- Mise en place d'un parcours pour les personnes âgées insuffisantes cardiaques chroniques aux Centres hospitaliers de Provins et de Melun (éviter les urgences) ; Ouverture d'un Centre de ressources territorial supplémentaire en Sud 77, d'une nouvelle Unité de soins de longue durée à Provins, de 6 Pôles d'activité et de soins adaptés et création de 73 places de Services de soins infirmiers à domicile
- Ouverture de Handiconsult Sud 77 à Nemours ; Création d'une plateforme départementale pour organiser l'offre de répit pour les personnes en situation de handicap
- Ouverture des 10 premiers Pôle d'Appui à la Scolarité de Seine-et-Marne
- Ouverture d'une équipe spécialisée de soins infirmiers précarité (Nord), 25 places de lits d'accueil médicalisés-LAM (Sud) et 10 places d'appartements de coordination thérapeutiques-hors les murs

Périnatalité : Organisation en Sud Seine-et-Marne pour favoriser la médiation en santé périnatale ; Ouverture de l'Unité d'accueil pédiatrique enfants en danger (UAPED) du Centre hospitalier Sud 77

Santé mentale : Création d'une équipe mobile pour les parcours de soins en psychiatrie du sujet âgé (Groupe hospitalier Sud Île-de-France)

Fédérer les acteurs : Concertation territoriale avec les collectivités sur les enjeux d'eau potable ; Organisation d'un séminaire sur l'Urbanisme Favorable à la Santé et offre d'accompagnement de 5 collectivités par Ekopolis **POLTER**

PRIORITÉS 2026

- Lancer une nouvelle coopérative d'acteurs sur les communautés d'agglomération Melun Val de Seine et Grand Paris Sud
- Ouvrir une unité d'accompagnement personnalisé (UAP) en périnatalité à la maternité du Groupe hospitalier Sud Île-de-France à Melun
- Créer une antenne de la maison des adolescents à Meaux et appui à l'Education nationale pour renforcer la santé scolaire
- Mettre en place le Service d'Accès aux Soins (SAS) « psy »
- Lancer la stratégie « communautés territoriales de pratiques » pour le handicap pour favoriser l'inclusion à l'échelle des EPCI
- Créer une équipe mobile Diogène Sud Seine-et-Marne pour lutter contre l'habitat indigne **POLTER**
- Doter le territoire du Grand hôpital de l'Est francilien d'une référente ville-hôpital, en lien avec la CPTS Liens Santé 77 **POLTER**

ACTIONS EMBLEMATIQUES 2025

Prévention – Promotion de la santé

- Création de l'unité territoriale d'éducation thérapeutique au Centre Hospitalier Meulan Les Mureaux pour renforcer le lien ville-hôpital dans le Nord Yvelines **POLTER**

Offre de soins et médico-sociale

- Ouverture de deux centres de ressources territoriaux (CRT)
- Ouverture de la première Unité d'enseignement externalisée polyhandicap
- Ouverture de la première plateforme de répit pour personnes en situation de handicap
- Signature du contrat de filière des soins palliatifs
- Création de la 13^e et dernière communauté professionnelle territoriale de santé (CPTS)
- Labellisation de 16 Maisons France Santé
- Financement de médiateurs en santé dans trois des quatre services d'accueil d'urgence pédiatriques du département **POLTER**
- Mise en place d'une Maison des aidants en soins palliatifs à Trappes **POLTER**

Santé mentale

- Elaboration avec la Préfecture d'un plan santé mentale des jeunes dans les quartiers prioritaires de la ville (QPV)
- Déploiement et organisation de sessions « premiers secours en santé mentale » (PSSM) à destination d'étudiants de 18 ans et plus **POLTER**

Périnatalité

- Financement de deux médiateurs en périnatalité pour intervenir en priorité dans les structures d'hébergement d'urgence et les bidonvilles
- Renforcement des moyens des PMI afin de développer les visites à domicile en pré et post natal

Santé environnement

- Programme d'accompagnement/formation des communes pour la lutte antivectorielle **POLTER**

PRIORITÉS 2026

- Créer une équipe mobile d'intervention spécialisée d'accompagnement des jeunes à double vulnérabilité
- Définir des territoires de transformation de l'offre médico-sociale en mode plateforme
- Formaliser un Projet Territorial de Santé Mentale (PTSM) départemental
- Financer des dispositifs innovants pour la santé mentale des adolescents : « Soins Intensifs Inclusifs à Domicile », « SESAME ADO », « PSSM ADO » **POLTER**
- Poursuivre la structuration de l'offre en périnatalité : un médiateur périnatalité au Centre hospitalier de Versailles et réorganisation de l'offre des maternités
- Mettre en place une « formation et accompagnement sur la paternité » auprès des acteurs de la périnatalité
- Signer 3 nouveaux Contrat Locaux de Santé (CLS), soit 11 CLS actifs au 31 décembre 2026
- Appuyer les collectivités sur la lutte contre l'habitat indigne **POLTER**

ACTIONS EMBLEMATIQUES 2025

Offre de soins et médico-sociale

- Labellisation de 16 structures Maisons France Santé lors de la première vague de décembre 2025
- Soutien à l'exercice coordonné : 3 projets financés pour la réalisation d'étude de faisabilité à destination de 2 maisons de santé pluriprofessionnelle (MSP) et 1 centre de santé ; accompagnement de 7 projets d'extension de MSP pour un montant total de 607 K€
- Signature de la charte Romain Jacob et organisation de comités de suivi pour améliorer l'accès aux soins des personnes en situation de handicap
- Ouverture du centre de soins HANDICONSULT au Centre hospitalier Les Magnolias à Ballainvilliers

Santé mentale et psychiatrie

- Déploiement d'un parcours territorial structuré pour les urgences psychiatriques : 5 équipes mobiles de crise, un Service d'accès aux soins (SAS) psychiatrique départemental, et des équipes de psychiatrie de liaison aux urgences pour réguler et fluidifier les situations de crise
- Création d'une filière départementale de psychiatrie périnatale pour accompagner les parents en période pré- et post-natale
- Modernisation de l'Etablissement Public de Santé Spécialisé Barthélemy Durand avec 37 M€ de subvention de l'ARS

Périnatalité

- Signature du plan départemental pour la santé périnatale avec un financement de 450 K€ pour accélérer la mise en œuvre des actions

POLTER

Fédérer les acteurs

- Lancement de l'Académie de la lutte contre l'habitat indigne (LHI) : actions d'accompagnement des collectivités, des professionnels se rendant au domicile et de professionnels de santé pour accroître le nombre de signalements et améliorer le traitement des situations
- Rédaction d'un Protocole d'intervention sociale et sanitaire pour le syndrome de Diogène en Essonne à destination des collectivités et des travailleurs sociaux ; Financement de deux équipes mobiles **POLTER**

PRIORITES 2026

- Poursuivre la transformation de l'offre pour les enfants en situation de handicap et de la mise en œuvre du plan Inclus'IF 2030 (appel à projets pour des solutions dédiées aux adultes)
- Créer au moins 60 places de SSIAD
- Ouvrir HANDIBLOC au Centre hospitalier sud francilien (CHSF) pour renforcer l'accès aux soins des personnes en situation de handicap
- Mettre en œuvre la stratégie départementale contre le cancer
- Accueillir entre 60 et 80 docteurs juniors en Essonne
- Elaborer et mettre en œuvre le 2^e projet territorial de santé mentale



ACTIONS EMBLEMATIQUES 2025

Offre de soins et médico-sociale

- Appui aux organismes gestionnaires d'établissements médico-sociaux pour transformer l'offre pour les personnes en situation de handicap : à s'engager dans la démarche : séminaire de lancement et 4 groupes de travail lancés
- Ouverture de la plateforme Handiconsult le 1^{er} septembre 2025 à l'hôpital Louis Mourier et signature de la charte Romain Jacob le 13 octobre 2025
- Soutien à hauteur de 100 K€ du projet ECCO – Espace de Coordination de Colombes, porté conjointement par le foyer d'hébergement HOVIA, l'association APEI de la Boucle de la Seine et l'Entraide Union, visant à prévenir les ruptures de parcours des jeunes en situation de handicap et garantir une meilleure coordination des ressources du territoire **POLTER**
- Accompagnement des Centres de ressources territoriaux (CRT) dans leur mise en œuvre effective et 2 nouveaux projets de CRT retenus dans le cadre d'un appel à projets pour couvrir l'ensemble du département des Hauts-de-Seine
- Signature de la convention pour le dépôt de plainte contre les violences conjugales au sein des services d'accueil des urgences (SAU) des Hauts-de-Seine

Santé mentale

- Lancement du projet pépète « Santé mentale des jeunes protégés des Hauts-de-Seine », en lien avec le Conseil Départemental et les 3 établissements de santé infanto-juvéniles du territoire, afin de renforcer la collaboration entre les services de l'aide sociale à l'enfance et ceux de la psychiatrie infanto-juvénile sur le territoire alto-séquanais

Fédérer les acteurs

- Organisation d'une journée Sport Santé Handicap en partenariat avec le Service Départemental à la Jeunesse, à l'Engagement et aux Sports, le Comité Olympique et Sportive et le Conseil Départemental

PRIORITÉS 2026

- Transformer et développer l'offre en faveur des enfants en situation de handicap afin d'améliorer la couverture territoriale
- Développer l'offre de dispositifs spécialisés école inclusive : ouverture d'une Unité d'enseignement élémentaire autisme (UEEA) à Nanterre et d'un dispositif d'autorégulation (DAR) Collège à Châtillon ; Création de 4 nouvelles équipes mobiles d'appui à la scolarisation (EMASCO) et de 15 pôles d'appui à la scolarité (PAS) pour une couverture départementale complète fin 2026
- Elaborer une feuille de route départementale avec le Conseil départemental dans le cadre du Plan « Bien Vieillir en Île-de-France »
- Assurer la mise en place et le suivi des projets Compétences Psycho Sociales (CPS) en lien avec les cités éducatives
- Poursuivre le travail sur l'insalubrité dans le parc social avec les partenaires et les bailleurs
- Lancer un appel à manifestation d'intérêt sur : la santé mentale ; l'implantation des professionnels de santé dans le département ; les parcours des personnes âgées ; les politiques de prévention et d'accès aux soins, notamment dans les quartiers prioritaires de la ville (QPV) et dans les territoires dont les indicateurs santé sont les plus préoccupants **POLTER**

ACTIONS EMBLEMATQUES 2025

Offre de soins et médico-sociale

- Accompagnement des projets et appui au financement des maisons de santé pluriprofessionnelles, centres de santé médicaux polyvalents et aux cabinets de groupe pour renforcer l'offre de premier recours
- Appui au développement et au financement des visites à domicile ou du ramener-vers le soin
- Développement de l'offre en faveur des personnes en situation de handicap et des personnes âgées
- 75 nouvelles solutions pour accompagner les enfants et les adultes en situation de handicap, notamment pour favoriser l'école inclusive
- 4 nouveaux Pôles d'activité et de soins adaptés PASA au sein d'EHPAD afin d'accompagner les résidents atteints de la maladie d'Alzheimer ou apparentées
- Déploiement de 2 nouveaux Centres de ressources territoriaux (CRT)
- Création de 26 nouvelles places de Services de soins infirmiers à domicile (SSIAD)

Périnatalité

- Relance du programme RéMI avec le Dispositif Spécifique Régional de périnatalité (Dispositif spécifique Régional DSRp NEF) et le Conseil départemental sur les bassins de maternité de Saint-Denis et Montreuil
- Intégration d'un axe spécifique « périnatalité » dans les 30 contrats locaux de santé (sur 39 villes) en lien avec le DSRp NEF

Santé mentale

- Cartographie des orientations/sectorisation pour fluidification des lits d'aval pour la prise en charge des urgences psychiatriques
- Renforcement des formations en lien avec l'opérateur départemental Iris Messidor « premiers secours en santé mentale » (41 sessions de formations en 2025)

Veille et sécurité sanitaire : 9 établissements de santé accompagnés dans le cadre de 6 exercices de préparation aux situations sanitaires exceptionnelles

Fédérer les acteurs : 12 nouveaux Contrats Locaux de Santé (CLS) signés, soit 30 sur les 39 communes du département

PRIORITÉS 2026

- Mettre en place le Service d'Accès aux Soins sage-femmes
- Développer une offre de formation en maïeutique ; mobilisation des élus pour l'accueil des docteurs juniors ; accompagnement et formation des praticiens à diplôme hors Union européenne (PADHUE)
- Développer les visites à domicile et faciliter les parcours de soins somatiques des personnes âgées ou en situation de handicap
- Déployer les Pôles d'Appui à la Scolarité (PAS) dans les écoles à compter de la rentrée 2026 (31 PAS prévus)
- Lancer 2 appels à projets visant à renforcer l'offre pour les personnes en situation de handicap
- Mettre en œuvre le plan « Bien Vieillir » en Seine-Saint-Denis en lien avec le Conseil départemental
- Faciliter le parcours de soins somatiques en ville ou à domicile des personnes âgées ou en situation de handicap (406 K€) **POLTER**
- Mettre en place la médiation en santé en périnatalité et pour les personnes en grande précarité (243 K€) **POLTER**
- Piloter le nouveau projet territorial de santé mentale (PTSM) 2026-2030 ; Co-piloter avec le Conseil départemental et l'Education nationale le plan d'action départemental des compétences psychosociales ; Déployer le Centre d'Urgences Renforcées Psychiatriques d'Avicenne, l'Unité pour malades difficiles (UMD) de Ville-Evrard, les Urgences psychiatriques de Montfermeil



ACTIONS EMBLEMATIQUES 2025

Prévention – Promotion de la santé :

- Près de 200 professionnels sensibilisés (médecins libéraux, hospitaliers, services de PMI, centres municipaux de santé, CPTS) dans le cadre du projet de lutte contre le saturnisme infantile **POLTER**

Parcours et coordination

- 46 structures et équipes accompagnées dans l'usage de l'outil Santélien pour une meilleure coordination dans la prise en charge et le suivi des patients
- Lancement d'une expérimentation Santélien dans 2 structures de prise en charge de mineurs non accompagnés pour coordonner les acteurs avec l'appui du dispositif d'appui à la coordination (DAC) Ouest et du SESAN **POLTER**

Troubles du spectre de l'autisme

- Création d'une plateforme « Troubles du spectre de l'autisme » (TSA) et de 2 Services d'accompagnement médico-social pour adultes handicapés (SAMSAH)
- Ouverture du premier dispositif d'autorégulation (DAR) collège

Santé mentale

- Mise en place d'une équipe mobile de pédopsychiatrie, portée par les Hôpitaux Paris Est Val-de-Marne (HPEVM), intervenant pour des situations urgentes lorsque le retour à domicile avec un suivi ambulatoire classique n'est pas possible. Intervention aux urgences 6 jours sur 7
- Mise en place d'un dispositif de consultation psychiatrique d'évaluation et d'orientation destiné aux femmes vulnérables dans l'Ouest du Val-de-Marne **POLTER**

Fédérer les acteurs

- 2^e journée départementale « Promotion de la santé et dynamiques territoriales » sur la participation citoyenne, organisée en partenariat avec « Ressources Urbaines » et de nombreux acteurs du territoire
- Mise en place d'un cycle de sensibilisation sur les compétences psychosociales (CPS) dans le cadre de la démarche territoriale CPS copilotée avec l'Education nationale, le Conseil départemental et la Préfecture

PRIORITÉS 2026

- Déployer, en lien avec les partenaires, de nouvelles actions dans le cadre du programme régional de réduction de la mortalité infantile « RéMI » : sensibiliser les structures d'Accueil, d'Hébergement et d'Insertion / Dispositif National d'Accueil des personnes demandant asile et en hôtels sociaux ; créer 2 nouveaux postes de médiateurs en périnatalité au Centre hospitalier intercommunal de Créteil et au Kremlin-Bicêtre
- Créer un comité départemental de l'offre de soins de ville pour renforcer la démocratie en santé
- Recruter un nouveau chef de projet pour le projet territorial de santé mentale (PTSM 94)
- Étendre le projet « habitat et santé mentale » à d'autres bailleurs du département, afin d'augmenter le nombre de foyers ciblés et confirmer la mise en place d'une équipe interbailleurs (2025 : 4 bailleurs partenaires) **POLTER**
- Étendre le projet « La Passerelle du sourire » (accès aux soins dentaires pour les personnes en situation de handicap), à l'ensemble des Communautés professionnelles territoriales de santé (CPTS) du département (1 seule en 2025) **POLTER**

ACTIONS EMBLÉMATIQUES 2025

Offre de soins et médico-sociale et qualité des prises en charge

- 100% de la population du Val-d'Oise couverte par une Communauté professionnelle territoriale de santé (CPTS)
- Labellisation de 11 maisons France santé pour une solution de santé à proximité et un rendez-vous sous 48H si besoin
- Soutien de 17 EHPAD en difficulté pour 3,5 M€ pour une offre médico-sociale sécurisée
- Création d'une offre médico-sociale nouvelle : 1 Institut thérapeutique, éducatif et pédagogique (ITEP) à Marly la Ville, 1 Service d'éducation spéciale et de soins à domicile (SESSAD), 1 EHPAD et Etablissement d'accueil médicalisé pour personnes handicapées (EAM) à Sannois
- Contrôles renforcés et sanctions significatives avec la suspension totale de l'activité de 2 centres de santé, la fermeture définitive d'un EHPAD et le gel des admissions d'un second, 2 mises sous administration provisoire de structures pour personnes en situation de handicap
- Installation du comité départemental de la Charte Romain Jacob pour soutenir l'accès à la santé des personnes en situation de handicap
- Engagement des communes pour accueillir les enfants handicapés en périscolaire : formation et soutien par une équipe mobile spécialisée **POLTER**

Soins Palliatifs : structuration de l'offre avec la signature d'un contrat de filière soins palliatifs 95, une nouvelle équipe mobile soins palliatifs sur l'Est du département ; ouverture de 4 lits identifiés soins palliatifs à l'hôpital Chantepie Mancier

Santé mentale : signature du Contrat Territorial de Santé Mentale par 28 partenaires et préfiguration de la Maison Des Adolescents d'Argenteuil ; Constitution de 2 équipes « Diogène » pour les situations d'incurie au domicile **POLTER**

Périnatalité : déploiement d'une équipe mobile santé précarité périnatalité auprès des femmes enceintes vulnérables ; mise en œuvre du programme d'actions de la coopérative d'acteurs nutrition-périnatalité d'Argenteuil ; ouverture d'une unité d'accompagnement personnalisé en périnatalité et d'un poste de médiation en santé périnatale à Argenteuil

Veille et sécurité sanitaire : gestion de la crise et mobilisation inédite pour apporter des solutions rapides aux 60 jeunes en situation de handicap suite à la tornade qui a provoqué l'effondrement d'une grue sur un Institut médico-éducatif (IME)

Fédérer les acteurs :

- 5 nouveaux Contrats locaux de santé signés (15 au total)

PRIORITÉS 2026

- Accompagner les nouveaux élus dans leurs prises de fonctions sur les champs de la santé en lien avec le Conseil territorial de santé
- Former de nouveaux maîtres de stage afin d'accueillir les internes et Docteurs Juniors
- Transformer l'offre pour les enfants en situation de handicap pour plus de fluidité des parcours et une réponse plus adaptée
- Améliorer l'accès à l'imagerie avec de nouveaux matériels lourds autorisés (scanners, IRM)
- Ouvrir une consultation médicale spécialisée dans l'exposition au bruit à l'hôpital de Gonesse
- Élaborer le Projet Territorial de Santé Mentale 2ème génération
- Déployer une nouvelle unité d'accompagnement personnalisé en périnatalité à l'hôpital de Pontoise pour les femmes enceintes vulnérables ; Ouvrir un poste de médiateur en santé périnatalité à l'hôpital d'Eaubonne pour accompagner les femmes enceintes et les couples en difficulté

LES FRANCILIENNES ET FRANCILIENS ET LEUR SANTÉ

Les Franciliennes et Franciliens et leur santé – Edition 2025, réalisée en ligne par Toluna Harris Interactive, auprès d'un échantillon de 3040 personnes représentatif de la population francilienne âgée de 18 ans et plus, ainsi que d'un échantillon de 1005 personnes représentatif de la population française âgée de 18 ans et plus.



Un regard plutôt positif sur la prise en charge de sa santé, mais contrasté selon les territoires

3 Franciliens sur **4**



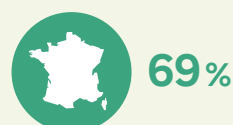
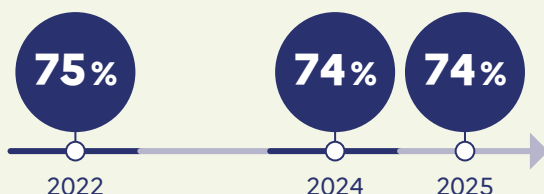
affirment être **satisfaits**
de la prise en charge
de leur santé



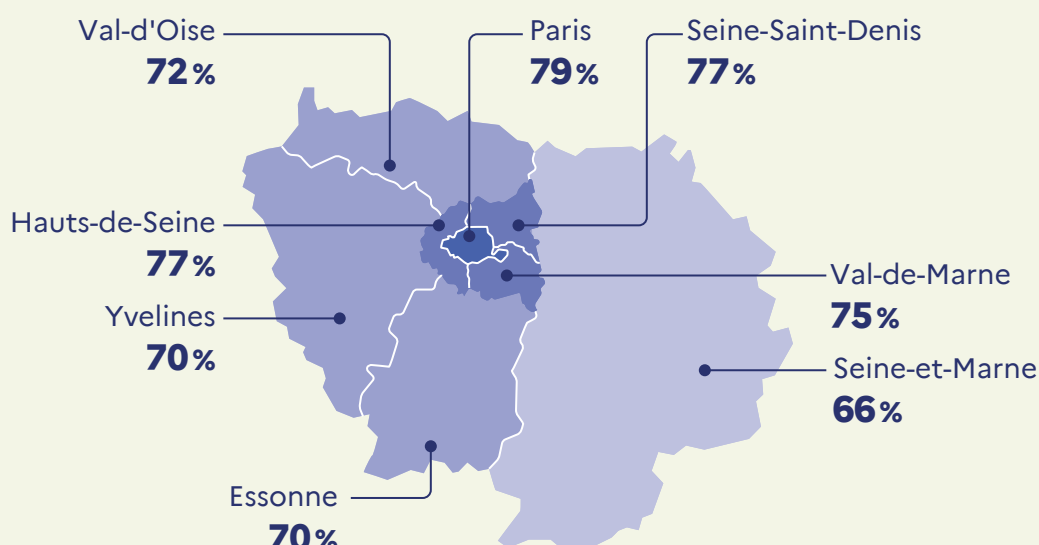
UN NIVEAU...

... stable dans le temps

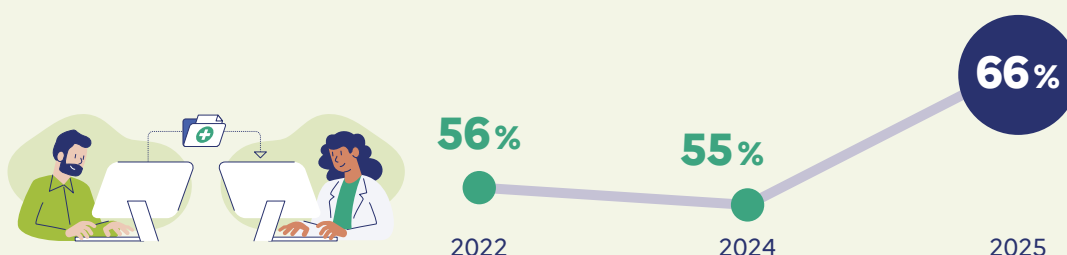
... supérieur à celui des Français



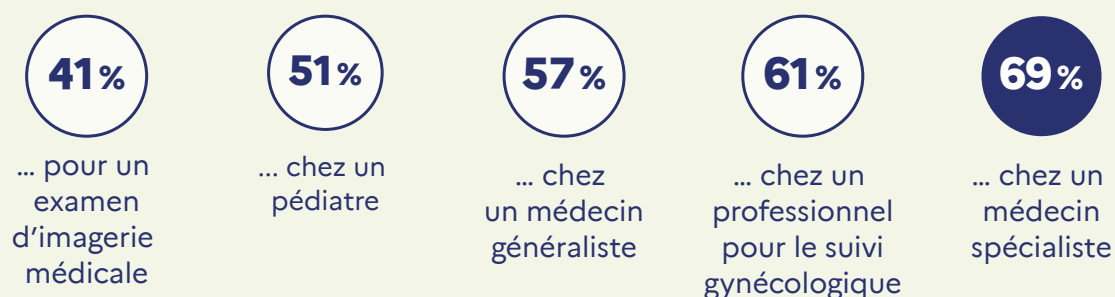
... plus élevé à Paris et en petite couronne



Une satisfaction qui progresse concernant la coordination des professionnels de santé dans la prise en charge des soins

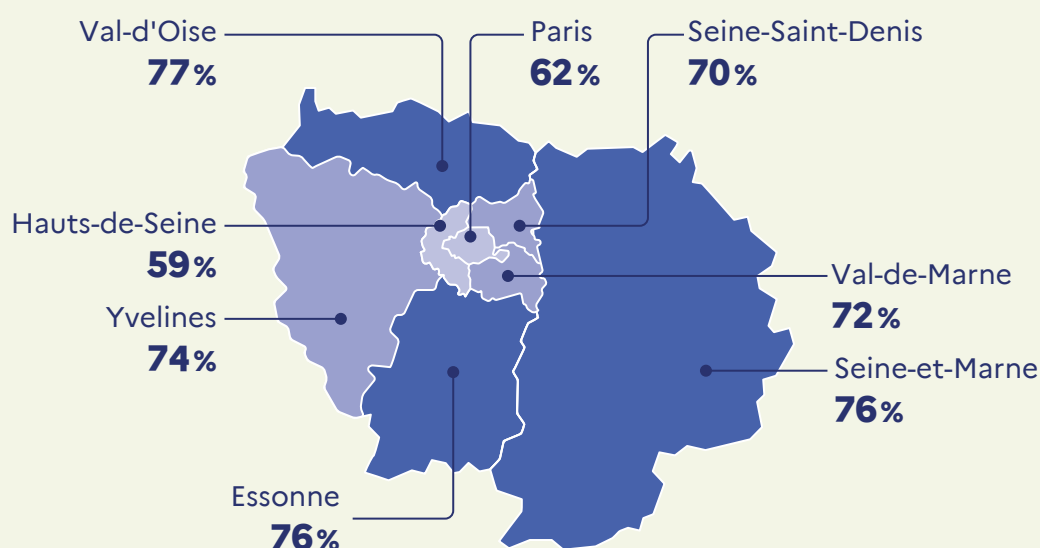


Obtenir un rendez-vous reste compliqué...



Des difficultés d'accès plus marquées en grande couronne

notamment pour prendre rendez-vous chez un médecin spécialiste :



Le poids du facteur financier dans l'accès aux soins



4 Franciliens sur **10**



ont déjà renoncé à consulter un professionnel de santé pour des **raisons financières**



en hausse de 4 à 8 pts
en fonction des professionnels de santé

L'environnement et les difficultés financières identifiés comme les principaux facteurs d'effet négatif sur la santé

L'environnement, les pollutions



vs 2024

58%

↘ - 2 pts

Des difficultés financières



46%

↗ + 4 pts

Certaines difficultés sont en augmentation depuis 2024



↗ + 5 pts

Votre isolement social



↗ + 4 pts

Le manque d'information et de prévention sur la santé



↗ + 4 pts

Des discriminations qui vous touchent (ethniques, sociales ou de genre)

Santé mentale : un enjeu de plus en plus central pour les franciliens

4 Franciliens sur **10**



déclarent avoir déjà ressenti le besoin de **consulter** un **professionnel de santé** concernant leur **santé mentale**



et plus spécifiquement à :



Un psychologue

41%

↘ - 5 pts
vs 2024



Un médecin généraliste

36%

↗ + 3 pts
vs 2024



Un médecin psychiatre

24%

↘ - 3 pts
vs 2024

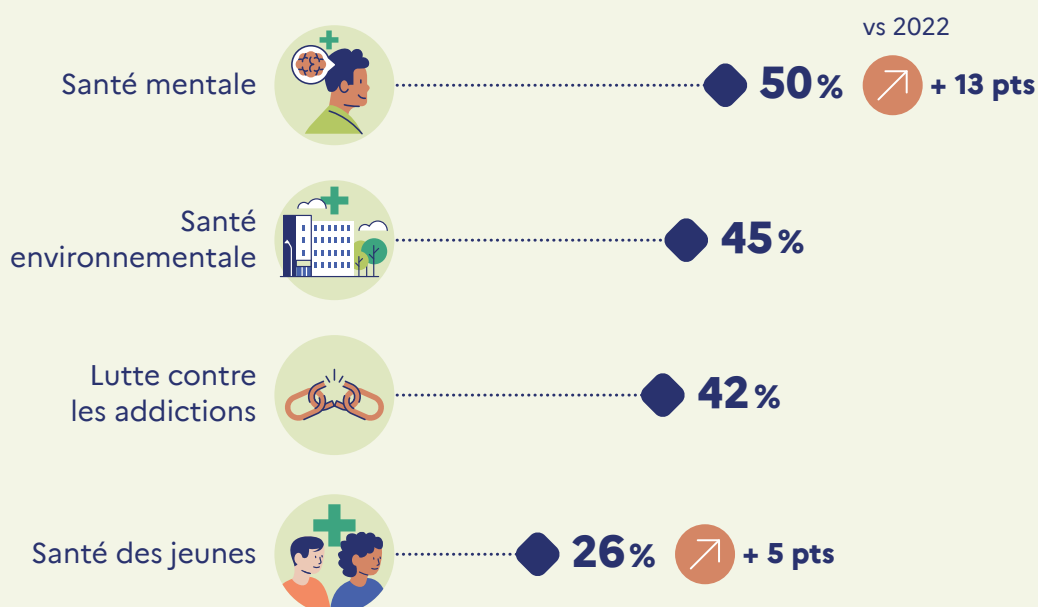


Un hôpital

20%

↗ + 11 pts
vs 2024

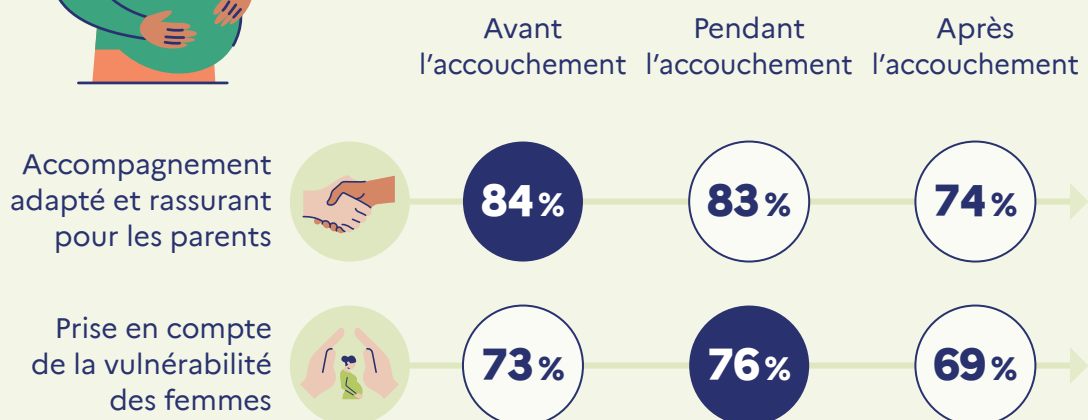
Actions prioritaires en matière de prévention



Périnatalité : une prise en charge de la grossesse jugée plus satisfaisante avant et pendant l'accouchement qu'après

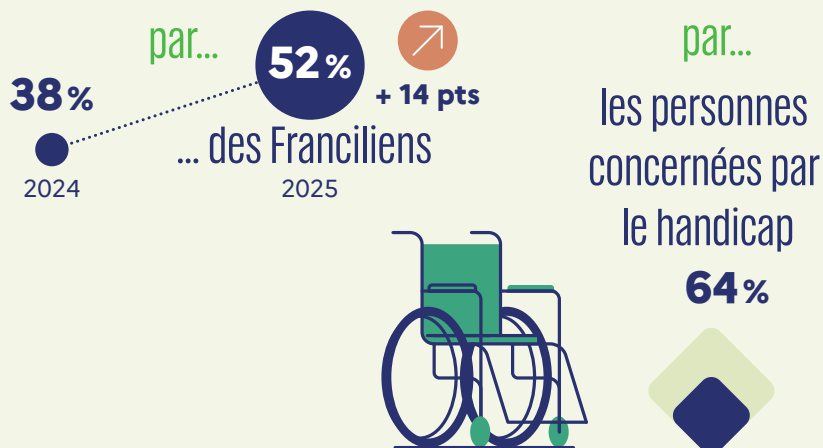


Selon les personnes ayant été enceintes ou ayant une proche enceinte en Île-de-France :



Une amélioration perçue de la prise en charge du handicap

La prise en charge du handicap dans la région est jugée bien adaptée...



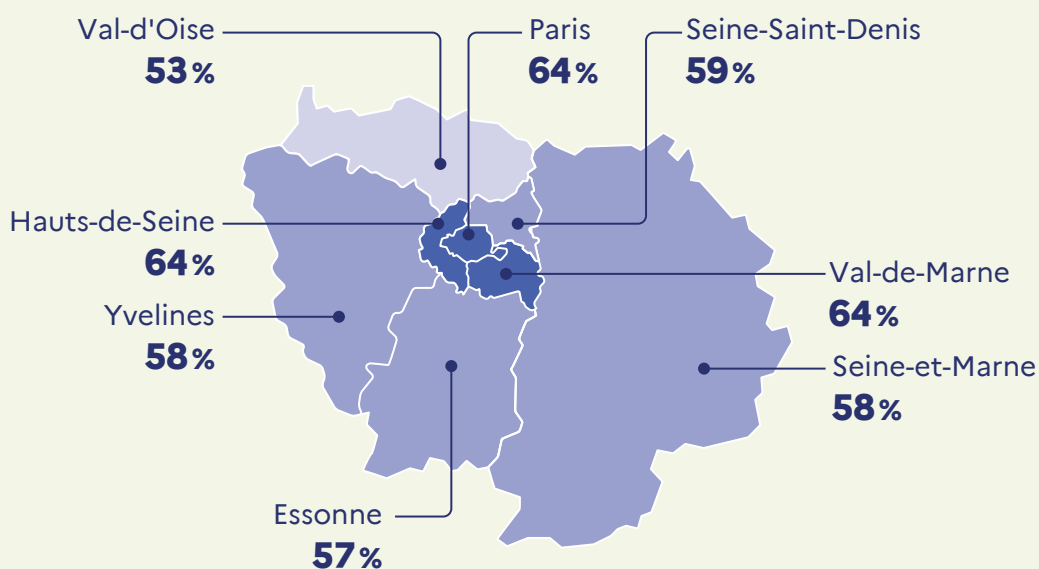
Vaccination : un état d'esprit favorable mais une information à améliorer



60%

s'estiment **bien informés sur les différents vaccins et rappels obligatoires que l'on doit réaliser** au cours de sa vie

Mais là encore des disparités territoriales



Seuls **38%**

affirment être **certaines d'être à jour**



87%

des Franciliens jugent la vaccination des collégiens et collégiennes contre les **infections à Papillomavirus humain** comme une bonne chose

Des attentes fortes en matière de santé et de prévention

Les Franciliens attendent prioritairement

46%



Une facilitation de l'accès aux médecins spécialistes

45%



Une meilleure prise en charge à l'hôpital

Les acteurs jugés les mieux placés pour améliorer la prévention en santé sur le territoire sont

73%



Les collectivités locales

72%



L'ARS Île-de-France

Une étude Toluna - Harris Interactive pour l'Agence de santé Île-de-France

iledefrance.ars.sante.fr



Plus d'informations
sur le PRS et
ses indicateurs